

PORTRAITS D'ACTEURS

de la TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
et SOLIDAIRE



SOMMAIRE

LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE 3

LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE 5

ENERCOOP HAUTS-DE-FRANCE 6
ENERGETHIC 8
TOERANA HABITAT 10
CITIZ 12

LA TRANSITION INDUSTRIELLE 15

LA RESSOURCERIE AIR 16
LES ANGES GARDINS 18
LE RELAIS SOLEIL 20

LA PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ 23

LES BIQUETTES DE L'ESPOIR 24

LA TRANSITION AGROALIMENTAIRE 27

JEAN BOUTEILLE 28
LE GERMOIR 30

LES BONNES PRATIQUES 33

L'AÉRONEF 34



Pied au plancher vers la transition écologique et solidaire

La crise écologique se conjugue aux crises économiques et sociales et les amplifie. Elle nous alerte sur les limites de notre modèle de développement, sur le cadeau empoisonné que nous laissons aux futures générations et sur l'aggravation des inégalités. Face à l'urgence de réagir, elle nous invite à promouvoir et à contribuer à la mise en œuvre de la transition écologique. Ce projet de société basé sur un ensemble de principes et de pratiques a pour but de renouveler notre modèle.

L'économie sociale et solidaire (ESS) contribue quotidiennement à cette transition vers un avenir désirable, en construisant avec les citoyens de nouveaux modes de faire au service de l'humain et de l'environnement. Elle impulse, dans nos manières de consommer, de nous déplacer, de travailler, de produire ou encore de cohabiter, les changements nécessaires pour faire face aux enjeux environnementaux majeurs, comme le changement climatique, la réduction de la biodiversité, la diminution des ressources et l'augmentation des risques environnementaux.

Ce livret a pour objectif de montrer les plus-values des entreprises de l'ESS sur les quatre volets de la transition écologique : la transition énergétique, la transition agro-alimentaire, la transition industrielle et la préservation de la biodiversité.

Il est né de la volonté de l'ADEME (Agence De l'Environnement et la Maîtrise de l'Énergie) de s'appuyer sur l'ESS et de celle de l'Apes (Acteurs Pour une Économie Solidaire) de valoriser l'investissement des acteurs en faveur de la transition écologique et solidaire.

Luc Belval
Président de l'Apes





La TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

La transition énergétique recouvre un ensemble de modifications structurelles pour passer à des ressources énergétiques renouvelables dans notre production et notre consommation : industrie, transports, éclairage, chauffage...



Face à l'épuisement des ressources naturelles, la transition énergétique vise la réduction de la consommation d'énergie par la sobriété, l'amélioration de l'efficacité énergétique et le passage de l'utilisation de ressources énergétiques non renouvelables à l'utilisation des ressources renouvelables pour répondre à nos besoins de production et de consommation.

L'ESS contribue à cette transition en y apportant d'indispensables préalables à sa mise en œuvre : une réflexion portée sur un temps long, la mobilisation citoyenne pour dépasser l'individualisme et favoriser les dynamiques collectives, un modèle économique et social porteur de valeurs. Les initiatives sont fondées sur la gouvernance démocratique, la volonté de rendre les citoyens acteurs des choix d'orientation et la lucrativité limitée.

En contact direct avec les citoyens, l'ESS est très bien placée pour relever le défi de la sobriété. La confiance qu'elle tisse

avec les citoyens lui permet de bousculer les habitudes et d'accompagner la prise de conscience de la nécessité et de la possibilité de faire autrement.

Elle développe des solutions durables et solidaires en réponse aux besoins de tous, sur les territoires. Ces initiatives sont multiples : repair café, matériauthèque, voiture en partage, laverie collective, atelier vélo partagé, auto-réhabilitation accompagnée...

Il est important de souligner la forte présence de coopératives. Celles-ci se sont créées pour porter sur les territoires des projets de production d'énergie renouvelable gérés par des citoyens et des collectivités locales, ou pour œuvrer contre la précarité énergétique, ou dans le secteur de la mobilité.

L'ESS, en lien avec la puissance publique, permet d'agir pour bâtir un système énergétique garantissant à tous un accès à ce bien fondamental qu'est l'énergie et préservant notre avenir collectif.

ENERCOOP Hauts-de-France, des illuminés bien éclairés !

Fournir de l'électricité 100% renouvelable produite en France, c'est le pari réussi de quelques illuminés qui ont créé la coopérative Enercoop au moment de l'ouverture du marché de l'électricité. Elle est particulièrement dynamique en Hauts-de-France.

Les énergies renouvelables, tout le monde en parle, une majorité est pour, mais leur développement massif se fait attendre. Pourtant, des acteurs comme Enercoop s'engagent pour donner le choix à chacun de soutenir la progression de cette filière écologique, locale et citoyenne.

Enercoop est née en 2005 de l'agrégation d'une quarantaine d'acteurs de l'économie sociale et solidaire, enthousiasmés à l'idée de proposer un nouveau modèle énergétique responsable. Parmi eux, le Crédit Coopératif, la Nef, Biocoop...

**“ Notre source
d'énergie principale ?
Nos sociétaires ! ”**

Elle s'est développée en veillant à se déployer au plus près de ses sociétaires avec, à ce jour, 10 sociétés coopératives régionales.

Dans les Hauts-de-France, la SCIC régionale est née en 2011. Elle a été soutenue par l'Apes à la fois pour sa communication et pour la mise en relation avec les interlocuteurs locaux. Aujourd'hui, Enercoop Hauts-de-France est forte de 880 sociétaires. Le Président bénéficie d'un mandat rémunéré deux jours par semaine. « *Cela lui permet de mieux s'immerger dans le quotidien de l'équipe salariée et de lui*

Le choix d'une société plus humaine et plus soutenable

Daniel Potteeuw, client et sociétaire

« D'abord, nous avons opté pour Enercoop car c'est un fournisseur d'énergie qui nous affranchit de l'énergie nucléaire. Nous apprécions le modèle économique, la gestion complètement transparente et le fait que les sociétaires puissent donner leur avis dans les choix de développement de la SCIC. Pour moi, le tarif plus élevé ne signifie pas grand-chose car nous avons une consommation modeste et une facture raisonnable. Si notre choix de départ est personnel, il participe à un changement radical de la société, lent mais en profondeur. »

apporter son soutien», souligne Guillaume Jourdain, son directeur.

L'objectif environnemental est clair : proposer un approvisionnement en énergie 100 % renouvelable, développer des contrats directs avec des producteurs d'électricité locaux indépendants, permettre à chacun, au travers de sa facture d'électricité, de participer à la transition énergétique de son territoire. « *Contrairement aux autres fournisseurs du marché, nous achetons en direct de l'énergie renouvelable à des producteurs locaux ou nationaux qui sont eux-mêmes sociétaires d'Enercoop* », explique Guillaume.

Le développement de l'entreprise s'est accompagné d'une dimension citoyenne à laquelle aspirent nombre de clients. Le statut de coopérative (SCIC) s'appuie sur un mode de fonctionnement transparent et démocratique

L'église de Loos-en-Gohelle.
Crédits : Enercoop



“ Nous achetons en direct de l'énergie renouvelable à des producteurs locaux ”

permettant à chacun de s'impliquer dans l'entreprise. «*Nous sommes estomqués par l'implication de nos sociétaires, poursuit Guillaume. Ils se mobilisent et trouvent des solutions pour conforter la pérennité de la coopérative. Cela se traduit au quotidien par une participation des sociétaires bien au-delà d'une relation client/fournisseur. Ainsi, certains sont de véritables ambassadeurs d'Enercoop. Dans le cadre d'Alternatiba, ils ont tenu des stands à Dunkerque, à Amiens, à Bruay... de leur propre initiative et sans la présence de salariés. D'autres ont choisi d'augmenter leur participation au capital social pour conforter les résultats financiers de l'entreprise sans garantie de retour sur investissement. Au-delà de l'objectif de départ de devenir un acteur citoyen de la transition énergétique, nous avons su créer les conditions pour favoriser l'échange, la proximité, la transparence dans une organisation souple qui sait s'adapter et autour de laquelle chacun peut créer des liens.*»

Pour son organisation en interne, Enercoop Hauts-de-France s'appuie sur le guide des bonnes pratiques des entreprises de l'économie sociale et solidaire et la charte de l'Apes. «*Lors d'une réunion, chacun présente ce qu'il veut faire dans l'année, explique le directeur, puis nous réfléchissons ensemble sur un axe de progrès et déterminons 2 ou 3 actions que l'on veut faire avancer. Chaque début de semaine, nous avons une réunion d'équipe de ¼ d'heure debout avec le même temps de parole pour chacun.*»

Au-delà de la fourniture d'électricité, Enercoop a vocation à accompagner des projets participatifs locaux de production d'énergie renouvelable comme des centrales photovoltaïques (la centrale citoyenne de Beaurainville, l'Église de Wavrin...), des parcs



Crédits : Enercoop

Aucune entreprise ne ressemble à Enercoop

Yonnel Poivre-Le Lohé, Président d'Enercoop Hauts-de-France

«*Enercoop a su créer les conditions pour que les citoyens se réapproprient l'électricité qu'ils consomment, leur donner la possibilité de changer de posture: ils sont passés de consommateurs passifs à citoyens actifs. Nous avançons petit à petit à notre échelle et nous nous réjouissons d'avoir beaucoup de concurrents car cela montre que notre positionnement est judicieux. Ce sont les circonstances qui m'ont amené à devenir Président, je vis aujourd'hui une expérience extraordinaire qui demande beaucoup de force mais qui en donne aussi. C'est un véritable laboratoire où se produisent des miracles au quotidien.*»

éoliens et même des unités de méthanisation agricole. De plus, l'entreprise s'inscrit dans la démarche de sobriété énergétique et met en place des ateliers pour sensibiliser ses clients aux économies d'énergie.

Demain, l'objectif est d'étendre encore le réseau pour être encore plus proche des utilisateurs, mais aussi d'accompagner les producteurs d'énergie renouvelable à devenir eux-mêmes des fournisseurs d'électricité locaux. «*Enercoop servira d'intermédiaire en mettant à leur disposition une «boîte à outils» pour développer un circuit court du producteur au consommateur*» conclut Guillaume.

enercoop.fr



EnergETHIC éclaire l'avenir !

Face aux enjeux liés à l'énergie, à l'augmentation des gaz à effet de serre, à l'état de la planète..., l'association EnergETHIC redonne la patate en accompagnant des collectifs citoyens dans la production d'énergie renouvelable et locale.

C'est paradoxal, mais assez fréquent. Quand un caillou se met sur le chemin, on devient créatif et innovant pour le contourner. C'est ce qui s'est passé sur territoire des Sept Vallées en 2011, à l'époque où les soutiens de l'État au développement du solaire ont été brutalement diminués. « Comment continuer à développer les énergies renouvelables en local ? », s'est alors demandé un petit groupe d'habitants sensibles à ces questions. En créant l'association EnergETHIC dans la foulée, ils lui ont donné une réponse : miser sur les citoyens !

L'objectif de cette association est en effet d'accompagner les projets de production d'énergie renouvelable locale sur une base d'implication citoyenne. Si, dans un premier temps, les énergies bénévoles ont brûlé des soirées entières pour peaufiner le projet, l'embauche de deux salariées, Véronique Marien et Audrey Jumeaux, a ensuite permis aux premiers projets de voir le jour.

« Nous avons accompagné un projet de centrales photovoltaïques dans les Sept

Vallées, explique Audrey Jumeaux. *Nous les avons soutenus dans la dynamique collective, mais aussi sur les aspects techniques et financiers.* » Au final, la SCIC *Énergie Citoyenne* a été créée avec 185 sociétaires (des particuliers, mais aussi des entreprises, des associations, des clubs Cigales et une collectivité). Trois toitures d'associations du territoire (*Lien Plus*, *Terre de Liens* et *le Gerموir*) ont été « louées » et pourvues de panneaux solaires. « 90 000 euros sur un total de 120 000 ont été récoltés assez vite. Il faut dire que les Sept Vallées bénéficient d'un bon réseau associatif, beaucoup de gens ont voulu ainsi donner du sens à leur épargne. » Tous les ingrédients de l'économie solidaire étaient réunis : démocratie, faible rentabilité du capital et bénéfices majoritairement réinvestis dans d'autres projets.

Une vraie démarche coopérative

Pauline Pecquet, administratrice de l'association

« J'étais déjà sensible aux questions énergétiques du fait de mon activité professionnelle à la Maison du Bois. J'y développe la filière bois et nous travaillons en partenariat avec cette association. J'ai décidé de m'y impliquer bénévolement car c'est un projet novateur. Dans le contexte actuel, les énergies renouvelables proposent une solution aux problématiques environnementales. Et puis EnergETHIC a une vraie démarche coopérative avec ses partenaires comme en interne : elle veut être cohérente avec ses valeurs, ça se constate dans l'attention aux conditions de travail des salariées. »



Credits: EnergETHIC



Cette première initiative a créé d'autres envies dans la région, à l'initiative de collectivités. C'est ainsi que la Communauté d'Agglomération de Saint-Omer a missionné EnergETHIC pour accompagner d'autres démarches citoyennes.

Dans les énergies renouvelables, le bois a aussi sa part. Depuis ses débuts, l'association accompagne également des projets de micro-chaufferies collectives au bois pour des collectivités.

Là aussi, EnergETHIC a repéré des cailloux sur le chemin : les petites communes hésitaient à investir dans ce type d'équipement assez coûteux. Pourquoi ne pas imaginer le même principe de financement citoyen ? Ni une ni deux, l'association a décidé d'accompagner Energie Citoyenne dans cette nouvelle aventure.

Dans ce nouveau modèle, la SCIC sera propriétaire de l'équipement et vendra la chaleur aux collectivités ou organisations intéressées. Un comité de pilotage s'est constitué avec des partenaires (la ville de Zudausques, l'Abbaye de Belval comme futurs consommateurs, et aussi le Parc des Caps et Marais d'Opale et la Maison du Bois), dans une démarche co-construite et en tenant compte des besoins et contraintes de chacun. « Avec ce projet, on est dans un vrai circuit court, note Audrey. Les ressources proviennent de bois locaux et les artisans du territoire vont réaliser les micro-chaufferies. » Une dizaine de chaufferies sont prévues à terme, pour un budget de 1,3 millions d'euros (dont 60 % de subventions de la Région).

Le beau démarrage de cette récente association n'est pas uniquement le fruit des énergies rassemblées autour de ce projet, même si elles y ont incontestablement contribué. « Nous avons été favorisés par le contexte : les collectivités labellisées « Territoire à énergie positive » pouvaient obtenir des aides de l'État sur ce type de projets. » Cependant, celles-ci restent encore réticentes dans la région à intégrer la SCIC comme sociétaires, et la démarche citoyenne n'enthousiasme pas les banques

Sensibilisation aux économies d'énergie : quand on réalise que pédaler fait juste fonctionner une ampoule !
Crédits : EnergETHIC



et assurances, plus habituées à des partenaires plus classiques. « Les perspectives sont pourtant prometteuses, note Audrey. En Allemagne, la moitié des projets de production d'énergie renouvelable sont portés par des citoyens. En s'imposant, les gens ont le sentiment qu'ils peuvent se réapproprier la question énergétique, à leur niveau. »

Écoles et salle des fêtes chauffées au bois

Gérard Louquet,
maire de Recques/Hem

« Les équipements de chauffage électrique du groupe scolaire et de la salle des fêtes de notre petite commune étaient vétustes et posaient des problèmes de consommation d'énergie. J'ai rencontré Véronique Marien, je ne connaissais pas ces systèmes de chaufferies bois-énergie. Elle a étudié la faisabilité du projet, les aspects financiers, puis le cahier des charges pour les installateurs. Grâce à EnergETHIC, nous avons choisi ce projet qui nous permet de diminuer les coûts énergétiques par deux et avons bénéficié de subventions pour des travaux d'isolation. Nous sommes dans une région boisée, autant utiliser des ressources locales ! Des élus d'autres communes sont venus nous rencontrer car cette démarche les intéresse. »

Toujours soucieuse de cohérence, l'association a suivi la démarche progressivement coordonnée par l'Apes et travaille à présent sur la diversification de ses ressources, la mesure de son impact sur le territoire et l'information des élus. Elle continue à mener sur le terrain des actions de sensibilisation d'un public plus large. « On veut aller au-delà des personnes déjà sensibilisées, il y a encore beaucoup de pédagogie à faire ».

energethic-asso.fr

TOERANA HABITAT bâtit solide et solidaire !

C'est pour permettre à des entrepreneurs du bâtiment de développer leur activité avec la sécurité du salariat qu'a été créée la Coopérative d'Activité et d'Emploi (CAE) Toerana Habitat. Celle-ci met constamment en chantier la coopération entre entrepreneurs salariés ainsi que la formation à l'éco-construction et à l'éco-rénovation.

Drôle de nom pour une entreprise française ? Toerana est un mot malgache qui signifie « habiter ». « Avant la création officielle, l'étudiante malgache en stage avec moi avait été marquée par notre volonté de revenir à des matériaux locaux, biosourcés, explique Benoît Boulnois, le fondateur. Chez elle, paradoxalement, il est bien vu aujourd'hui d'utiliser des parpaings pour faire construire sa maison. Or, ces matériaux industriels plus chers que les matériaux naturels traditionnels sont importés par de grandes entreprises étrangères qui aggravent ainsi le réchauf-

“ On est en démarche progrès permanente ”

fement climatique. Cela nous incite à nous rappeler notre responsabilité : nos actions sur le climat se répercutent de l'autre côté du monde. » Auparavant coordinateur de la couveuse d'entreprises A Petits Pas, Benoît était régulièrement sollicité par des artisans du bâtiment souhaitant lancer leur activité. En 2013, il saute le pas, et Toerana est ainsi créée sous le statut de SCIC¹, avec l'accompagnement de Cabestan, CAE du

¹ Société Coopérative d'intérêt Collectif

L'auto-rénovation accompagnée ou le « faire avec »

« Au départ, on ne connaissait pas grand-chose à l'écorénovation, explique Thomas Bizien, qui avait acheté avec sa compagne une maison à rénover à Lille. Le principe du faire-avec nous a intéressé. Peu d'entreprises conventionnelles acceptent une participation des clients. » Avec des artisans de Toerana Habitat, ils ont participé aux diverses étapes de la rénovation. « On a posé des enduits extérieurs avec eux et ils nous ont formés à la pose de l'isolation intérieure en chaux-chanvre. On a mis en place des chantiers collectifs avec des amis. Au final, ça a changé notre façon d'habiter la maison. On a fait des choix plus informés, on a été sensibilisé aux matériaux naturels qui apportent une bonne isolation thermique. »

Bâtiment en Rhône-Alpes, de l'UR-SCOP et de la Fédération Nord des SCOP du Bâtiment.

En 5 ans, plus de 60 professionnels ont rejoint l'entreprise. Aujourd'hui, 40 sont entrepreneurs salariés associés, 20 en Contrat d'Appui au Projet d'Entreprise (CAPE) et le recrutement continue. Si leur candidature est acceptée par les associés, les nouveaux ont 18 mois pour tester leur activité en bénéficiant de la couverture juridique de la CAE, de la garantie décennale et d'un parcours d'accompagnement. « Nous accueillons tous les professionnels du bâtiment, y compris des femmes ou des hommes qui ne se retrouvent pas dans des entreprises plus classiques, avec des profils atypiques. Beaucoup de personnes, après une reconversion, ont intégré Toerana.



Chaque nouvel entrant apporte un savoir-faire, de nouvelles solutions, cela nous permet de progresser. S'ils ne sont pas obligés d'utiliser des éco-matériaux, nous travaillons à les faire évoluer individuellement et collectivement. Ainsi, nous organisons nos assemblées générales sur des sites où ont été menés des chantiers exemplaires. Rien ne vaut les exemples concrets pour faire adopter de nouvelles pratiques.»

L'entreprise accorde beaucoup d'importance aux formations des artisans. Des journées d'intégration, sur la gestion d'une entreprise et sur la prévention des risques avec l'élaboration du « document unique » sont ainsi organisées. « Il faut protéger les personnes en travaillant sur les conduites à risque sur les chantiers. Une exposition prolongée aux poussières de bois, même biosourcé, s'avère cancérigène. » Par ailleurs, la formation à la Reconnaissance Garant de l'Environnement (RGE) dure 5 jours et elle est assurée en interne par des collègues compétents. Ces temps sont aussi l'occasion d'échanger sur ses pratiques, leur impact et de créer des relations entre les participants pour favoriser des collaborations futures.

Cette rénovation thermique a permis de conserver les anciennes fermes de charpente en orme.
Crédits : Hervé Labrosse



Toerana propose aussi des formations à la gestion du temps, du stress, sur la confiance en soi... Pour des artisans souvent surchargés, il est aussi important de travailler à concilier son activité professionnelle et sa vie personnelle.

Un autre atout de la SCIC est de réunir tous les corps de métier du bâtiment pour proposer au particulier une offre globale coordonnée. Le client peut donc choisir un coordinateur de chantier comme interlocuteur unique, qui va gérer l'ensemble des travaux effectués par ses collègues.

Enfin, Toerana Habitat s'investit depuis 2016 dans l'accompagnement à l'auto-construction et l'auto-réhabilitation accompagnée (ARA) en partenariat avec l'Apes. Les professionnels peuvent se former en interne et des journées d'échange ont lieu pour évoquer les difficultés ren-

La magie de la terre crue

Lucie Dautreppe, salariée associée et administratrice de Toerana

« À la base, j'ai une formation en environnement et urbanisme. En 2010, par curiosité, j'ai participé à plusieurs chantiers participatifs. Une fois que l'on a découvert la magie de la terre crue, les performances thermiques de la botte de paille, les capacités structurelles et esthétiques du bois, le travail minutieux de la chaux..., on devient passionné ! J'ai rejoint Toerana pour proposer tous types de travaux liés à l'éco-construction et à l'autoréhabilitation accompagnée. Je souhaitais travailler en partenariat avec d'autres et je bénéficie de la bonne réputation de l'entreprise. »

contrées et les moyens d'y répondre collectivement en créant des outils adaptés. « Aujourd'hui, les chantiers en ARA, représentent 10 % de notre chiffre d'affaires. Ils sont amenés à augmenter et nous espérons que d'autres entreprises s'y mettront également. Ce serait génial ! »

Parmi les prochains challenges de Toerana, il est question de passer à 100 % d'éco-matériaux en 2021. La démarche progrès n'est pas prête de s'arrêter !

toerana-habitat.fr

Fabrication de torchis en autoréhabilitation accompagnée.
Crédits : Stéphane Croquey



CITIZ : l'auto-partage, une vraie libération !

Les stations de Citiz poussent comme des champignons sur la métropole lilloise. De plus en plus d'adeptes lâchent leur voiture individuelle et optent pour ce nouveau mode de déplacement en complément du vélo, du bus ou du train. La Communauté Urbaine d'Arras a sauté le pas en 2017 pour compléter les transports publics de son territoire. Particuliers, entreprises, promoteurs immobiliers, associations, collectivités, tous les publics peuvent bénéficier de cette alternative qui contribue à réduire la place de la voiture en ville.

A l'origine de cette aventure, la Ville de Lille souhaitait expérimenter l'auto-partage, et avait développé un partenariat avec Keolis, l'opérateur de transport en commun de la métropole lilloise... En 2007, Lilas auto-partage Lille (devenu depuis Citiz) est créée sous le statut de Société Coopérative d'intérêt Collectif. Sont associés au projet et au capital la Ville de Lille, Keolis, 3 clubs Cigales, des utilisateurs et les salariés, ainsi que d'autres entreprises de mobilité.

Crédits : Citiz

« De 15 véhicules dans 9 stations en 2007 à Lille, nous sommes passés à près de 60 véhicules et 25 stations à Lille en 2011, avant d'essaimer sur la métropole lilloise qui est entrée au capital en même temps que la MACIF, précise Claire Lambert, la directrice. Aujourd'hui, nous comptons une centaine

J'ai mobilisé mes voisins pour obtenir une station dans mon quartier.

Antoine Pierrot, habitant de Lambersart

« J'avais envie de permettre à mes voisins de changer de regard sur la notion de propriété de la voiture, et aussi de réduire le nombre de voitures dans les rues de mon quartier sans trop contraindre la mobilité. Pour implanter la station Citiz avec une première voiture, j'ai mobilisé mes voisins en porte à porte et avec un tract. Une vingtaine de personnes m'ont donné un retour positif. Nous avons donc négocié avec Citiz la mise en place d'une station dans notre quartier. Pour ma part, je n'ai plus qu'une seule voiture au lieu de deux. Je conseille à tout le monde de faire le calcul de l'ensemble des dépenses liées à une voiture utilisée de façon occasionnelle et de comparer avec le coût d'usage de Citiz. C'est vraiment avantageux. En plus, c'est agréable de rouler avec une voiture récente et propre. »

de véhicules répartis dans 42 stations sur 12 communes de la MEL et 6 stations dans l'Arrageois.»

Chaque adhérent peut réserver une voiture par le biais d'une application mobile. Après utilisation, il ramène le véhicule au même emplacement. Outre le montant de l'abonnement, il ne paie que les kilomètres parcourus.

Pour l'entretien des véhicules, Citiz joue la carte de la coopération territoriale et de l'ESS. La prestation de nettoyage écologique en station a été co-construite avec La trace des Fées à Lille qui lave les voitures sans eau, directement sur leur emplacement, ce qui réduit le temps d'immobilisation du véhicule. Interviennent aussi pour



“ L’ouverture de nouveaux modes de faire ”

le nettoyage la *Souris verte* (groupe Vitamine T) à Tourcoing et le *Garage solidaire l’Étoile* à Arras.

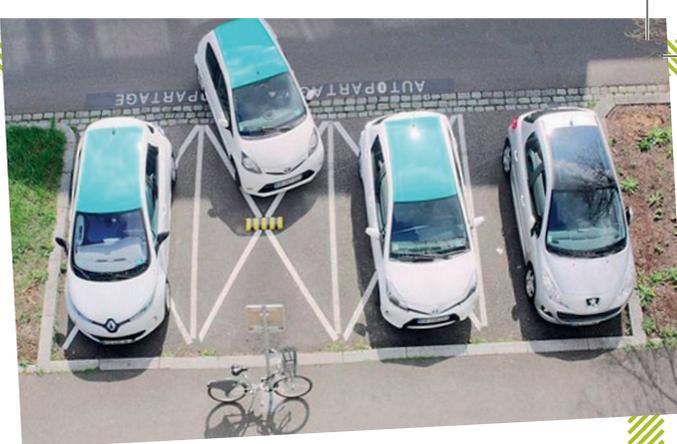
Citiz souhaite à présent développer de nouveaux modes de faire et construire une offre partagée en s’inscrivant dans l’économie de la fonctionnalité et de la coopération.

Par exemple, dans une nouvelle station en centre-ville de Lille, l’ABEJ Solidarité met à disposition des véhicules récents, qui sont partagés avec les adhérents de Citiz. En contrepartie, cette association bénéficie d’une partie des recettes et Citiz prend en charge l’entretien de ces véhicules et des frais d’assurance.

L’atout d’une forte volonté politique

**Françoise Rossignol,
Vice-Présidente Mobilité et
Transports de la Communauté
Urbaine d’Arras**

« Intégrer l’autopartage dans l’offre de mobilité du territoire fait partie d’une volonté politique forte du territoire, qui a voulu s’impliquer dans la transition énergétique. Nous nous sommes très vite orientés vers des véhicules électriques qui correspondent aux attentes des usagers, souvent aussi adeptes du vélo. Nous disposons de 6 voitures pour le moment : 2 à la gare, 2 en centre-ville et depuis janvier 2019, 1 en quartier « politique de la ville » et 1 au niveau de la zone d’activités de Saint Laurent Blangy. Notre objectif est de développer cette offre qui répond aux besoins de particuliers mais aussi d’entreprises et de collectivités. Ce service est intégré dans le cadre de la délégation de service public. Il complète les solutions alternatives à la voiture individuelle déjà proposées avec les vélos et la mise en service d’un réseau rural de bus sur les 46 communes. »



L’auto-partage est complémentaire d’autres solutions de mobilité, comme le vélo. Crédits : Citiz

Autre exemple : en partenariat avec le promoteur immobilier EKLA, des places de stationnement dédiées sont accessibles aux habitants d’une nouvelle résidence et plus largement aux habitants du quartier. Grâce à ces démarches coopératives, les propositions de mobilité se développent sur le territoire.

Avec 7 salariés, Citiz est un véritable organisme vivant, dont les propositions s’enrichissent grâce aux rencontres avec les utilisateurs ou les sociétaires. Son appartenance au réseau national Citiz lui permet d’évoluer par les échanges d’expériences et la mutualisation de la recherche et développement. « Notre objectif à échéance de 2020 est d’ouvrir le sociétariat à de nouveaux adhérents et de poursuivre les innovations, avec par exemple la mise en auto-partage de véhicules de particuliers, prêts à les confier à Citiz ».

Une voiture Citiz étant partagée par 20 personnes en moyenne, elle remplace 10 voitures personnelles, autant de véhicules en moins sur l’espace public. De plus, les voitures proposées sont récentes et peu polluantes, en particulier les voitures électriques plébiscitées par les adhérents. Les pratiques montrent qu’un nouvel utilisateur de Citiz réduit de 60 % l’usage de la voiture. L’autopartage incite les utilisateurs à s’articuler davantage avec les autres solutions de mobilité (transport en commun, vélo, covoiturage). Au-delà de l’outil, c’est aussi le changement de comportement qui contribue à la transition énergétique.

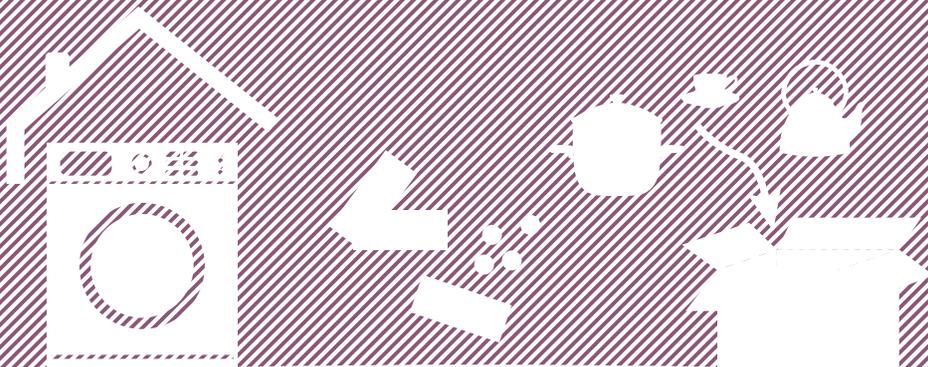
lille.citiz.coop





La TRANSITION INDUSTRIELLE

Le modèle de développement actuel basé sur la production de masse, le tout jetable, la pression sur les coûts, la concurrence par les prix, génère des impacts sociaux et environnementaux qui sont devenus inacceptables. Il y a, à la fois une mise en danger des populations, mais aussi une pression sur les salariés et la performance des entreprises qui conduit à une fuite en avant.



La transition écologique nous renvoie à une approche globale du modèle de développement et questionne nos modes de production, d'échange et de consommation. La transition industrielle en est l'une des composantes, aux côtés de la transition énergétique.

Le chemin vers une production locale de biens plus durables est ouvert. Ce sont les biens facilement réparables et réutilisables qui constitueront le développement économique de demain. Au-delà des biens, ce sont aussi les services et les usages de ces biens qui constitueront les critères d'achat. La voie du partage, de la mutualisation des biens et de la location est lancée.

De nouveaux modèles économiques comme l'économie circulaire, l'économie de la fonctionnalité et de la coopération, émergent aujourd'hui, avec pour ambition d'intégrer les impacts environnementaux et sociaux. Ils sortent ainsi de la logique selon laquelle ce sont les pouvoirs publics qui doivent prendre en charge les impacts négatifs des activités économiques. Repenser l'organisation du travail, la place du salarié et des parties prenantes dans le modèle. Donner sa place au citoyen...

L'ESS occupe une place à part dans ces nouvelles démarches en proposant d'ores et déjà une autre façon de faire de l'économie.

Dans leurs pratiques, les acteurs de l'ESS revendiquent l'utilité des activités et l'attention portée aux impacts environnementaux, l'engagement citoyen et la gouvernance démocratique, la coopération avec les parties prenantes à l'échelle du territoire, l'attachement à la qualité du travail.

Les modèles coopératifs insistent sur l'engagement des salariés dans la gestion et l'organisation de l'entreprise. Les acteurs expérimentent de nouveaux modes d'échanges avec, par exemple, les monnaies locales.

En s'engageant dans l'économie circulaire, dans l'économie de la fonctionnalité et de la coopération, l'ESS questionne son modèle économique et va plus loin dans ses ambitions pour proposer un modèle de développement plus sobre mais aussi plus riche en valeurs immatérielles (santé, éducation, connaissances, engagement, accessibilité sociale et physique aux biens et services...).

LA RESSOURCERIE AIR, ça déménage !



Ici, pas question d'assistance ou de charité ! Ici, on parle solidarité envers les exclus. Bienvenue dans cette association qui intervient dans le Pas-de-Calais et la Somme. Elle y insère des personnes en difficulté par le biais d'activités dans le domaine du recyclage et de la réduction des déchets. Avec un projet associatif qui lui permet de rebondir sur les crises qu'elle traverse !

Vincent Baralle,
Directeur d'AIR
et Bruno Boitelle,
Président de
l'association de
gestion durable
des Bois Durieux,
travaillent
ensemble pour
proposer du bois
de chauffage à
moindre coût
aux populations
défavorisées.
Crédits :
Myriam Van Agt

Avec son budget de 2,2 millions d'euros et près de 130 salariés dont 17 permanents, AIR (Artois Insertion Ressourcerie) fait figure de grande dans le monde de l'insertion. « Mais elle s'est acharnée à renaître de ses cendres à plusieurs reprises depuis un quart de siècle », note son directeur Vincent Baralle.

Revitaliser un territoire rural

« Il est essentiel de mettre en avant notre apport au territoire », souligne le directeur. Et d'évoquer les coûts évités en RSA, la création d'une économie de proximité, la revitalisation d'un territoire rural, l'apport de services aux habitants... Sans parler de ces personnes exclues de l'emploi qui retrouvent une activité et une fierté. « On règle les problèmes périphériques : santé, logement, famille, justice... On soigne l'accueil, on organise des covoiturages pour qu'ils puissent venir travailler. Ils occupent chez nous des emplois de vendeur, secrétaire, chauffeur poids lourd ou réparateur électroménager. » L'association accorde une attention particulière à l'embauche de personnes porteuses d'un handicap, ou qui sont très éloignées de l'emploi. Employée en contrat aidé en 2012, Zohra Adouane y a fait son chemin. « J'ai suivi des études en management, et après une maternité, je ne trouvais pas de travail. AIR m'a embauchée pour le secrétariat, puis j'ai assuré la comptabilité, et enfin je me suis attaquée aux dossiers du FSE avec l'accompagnement de Vincent Baralle. AIR m'a remise dans le bain professionnel, j'ai trouvé un équilibre. Aujourd'hui à temps plein chez AIR, je coordonne la comptabilité, la paie et la gestion des subventions publiques et privées et j'encadre 3 personnes. »

quelques autres le Réseau des Ressourceries. Mais en 2006, alors qu'elle emploie une quarantaine de personnes, la collectivité décide de reprendre la collecte de verre et l'association se retrouve démunie.

Alors qu'elle n'emploie plus que 3 salariés, AIR s'installe dans les anciens locaux de la caserne des pompiers et obtient l'agrément Atelier Chantier d'Insertion. Elle sort

1992 : face à la montée du chômage, une association basée à Pas-en-Artois se crée, elle remet le pied à l'étrier des personnes en difficulté qui récoltent le papier et le verre.

La petite association prend de l'ampleur : dans les années 2000, elle fonde avec



“ On sensibilise les entreprises du bâtiment au recyclage ”

de l'ornière en récupérant les déchets lus exactement les encombrants ménagers. La ressourcerie crée un magasin solidaire à Bapaume, où des objets de seconde main sont revendus à prix modeste.

En 2010, AIR déménage de nouveau à Ervillers dans un bâtiment industriel où étaient fabriqués auparavant des sacs de luxe. Puis elle crée un nouvel établissement à Péronne, cette fois-ci dans les anciens locaux d'une usine de fabrication de chips, avec le soutien de collectivités de la Somme.

AIR a cette sensibilité au développement durable

Marc de Sitter, ancien délégué régional du réseau Chantier école

« Dans un contexte compliqué pour l'insertion, AIR a su évoluer et bien rebondir là où d'autres ont disparu. Elle a une triple entrée intéressante qu'elle a su garder au fil du temps : une démarche d'insertion, la participation au développement du territoire par la création d'emplois, et cette sensibilité au développement durable, à la gestion des déchets. Elle porte un projet associatif fédérateur, ce qui est une force : des valeurs, des salariés investis, une attention à leurs conditions de travail. Avec les contraintes propres aux ateliers chantiers d'insertion (les recettes tirées de la commercialisation sont limitées), elle réussit à trouver un équilibre économique. Last but not least, elle a une vraie reconnaissance des territoires où elle intervient, qui pensent à elle pour des projets de développement. »

En 2012, l'association traverse une autre crise. « Nous avons été confrontés au manque de fonds propres et avons dû chercher des financements pour nous consolider », explique Vincent Baralle. AIR obtient des prêts et se lance dans des projets soutenus par le Fonds Social Européen.

Aujourd'hui, si elle continue à sillonner les rues pour récolter les encombrants et anime des actions de sensibilisation à

l'environnement, elle a développé d'autres activités comme la récolte de déchets électroniques, de ferraille, de plastique, de bois ou de textile.

Avec ses chantiers propres, elle met à disposition des bennes pour le tri sur les chantiers de Pas-de-Calais Habitat et en profite pour sensibiliser au recyclage les entreprises travaillant sur ces sites.

Par ailleurs, l'achat d'un ancien site industriel lui permet aujourd'hui de proposer de meilleures conditions de travail à ses salariés dans un cadre plus sain et lumineux.

AIR lutte aussi contre la précarité énergétique en valorisant en bois de chauffage l'exploitation du Bois Durieux en partenariat avec le Département du Pas-de-Calais et la Communauté de Communes du Sud-Artois. Le bois est fourni à bas prix à des personnes en difficulté via des associations caritatives locales. Ce travail réalisé en réseau se fait au profit de tous car la coupe et le débardage sont réalisés par un ESAT¹.

Investie dans un groupe de travail sur l'économie de la fonctionnalité et de la coopération piloté par l'Apes, et dans d'autres réseaux locaux et régionaux, l'association mise sur les partenariats. « Toujours dans un esprit d'éducation populaire : voir, juger, agir. On s'entraide et on apprend des autres. On est comme un réseau de pilotis en pleine mer, on crée des passerelles pour surnager ! »

AIR stabilise aujourd'hui son modèle économique et prolonge ses pratiques d'éducation populaire dans la conception partagée et concertée de ses supports de communication : le logo a été créé par une salariée en insertion et la nouvelle signature co-construite traduit parfaitement la vocation de l'association : « ensemble, ressourçons notre territoire ».



Magasin solidaire.
Crédits :
Patricia
Hanssens

laressourcerie.eu

1- Établissement de travail protégé

LES ANGES GARDINS à Loos-en-Gohelle !



Accompagner des personnes privées d'emploi par un Jardin d'insertion et leur donner goût à une alimentation plus saine est la finalité poursuivie par l'association Les Anges Gardins. Dans la quête du bien vivre ensemble, elle s'est attelée à un nouveau chantier dans le Bassin minier : donner vie à des jardins potagers bio en ville et créer un système alimentaire de proximité.

Loos-en-Gohelle, un mercredi après-midi d'automne. L'équipe de la microferme de Gohelle revient du marché de la *Maison des Artistes et des Citoyens* à Lens où elle distribue ses paniers de fruits et légumes bio et solidaires au prix de 80 MANNE, la monnaie citoyenne. Ceux-ci ont été produits sur place, dans de petits jardins rappelant ceux des mineurs, du temps des Houillères. Les Anges Gardins sont passés par là.

Depuis 20 ans, l'association construit patiemment dans le Calaisis un nouveau modèle alliant écologie et économie solidaire. Débutée par un jardin d'insertion, l'aventure évolue au fil du temps avec la mise en place d'ateliers cuisine pour permettre à ces personnes de se réapproprier leur alimentation. Puis, l'association Les Anges Gardins développe des partenariats avec les agriculteurs locaux pour répondre aux demandes croissantes de paniers bio, locaux et solidaires et crée la plateforme Terre d'Opale. Installée à Vieille-Église en 2011, elle participe au projet de l'Écopôle alimentaire avec le soutien de la Communauté de Communes de la Région d'Audruicq. Ce bel exemple d'économie

circulaire territoriale est couronné par la labellisation de Pôle Territorial de Coopération Économique. Mais l'aventure ne s'arrête pas là.

La MANNE pour nourrir des liens inestimables

« La Monnaie d'une Autre Nature pour de Nouveaux Échanges (MANNE), sur le même principe qu'un Système d'Échange Local (SEL), permet de gratifier les engagements de chacun à proportion du temps passé sur le projet d'archipel nourricier ou au sein de la MENADEL¹, lieu d'échanges de savoir et de savoir-faire. Par exemple, donner 2 heures de son temps pour un chantier coopératif donne droit à 80 MANNE, rendre un service à un membre de la communauté d'échange une demi-heure donne droit à 20 MANNE. La monnaie citoyenne permet d'accéder aux produits Terre de Gohelle, à des cours de « cuisine enchantée », à l'adoption de poules d'une race en voie d'extinction... Un repair'café pour la réparation d'outils et d'appareils électroménagers est en projet. Les graines et les plants pourront y être échangés. »

1- Maison d'Échange pour de Nouvelles Activités et le Développement de l'Économie Locale.



L'alimentation est notre cheval de bataille

Julian Perdrigeat, directeur de cabinet de la mairie de Loos-en-Gohelle

« L'alimentation est l'un des chevaux de bataille de la ville depuis longtemps avec la transition énergétique et la démocratie participative. La création de la microferme a contribué à stimuler la dynamique engagée pour le bien-vivre ensemble. Les circuits courts répondent aux besoins de débouchés des agriculteurs bio dont la surface a quadruplé grâce au système «fifty fifty» (un hectare cédé par la commune pour un hectare converti au bio). Aujourd'hui, 10% des terres agricoles sont cultivées en bio sur la commune. Les activités proposées apportent du bien-être et contribuent à la santé des habitants. Elles offrent la possibilité d'une insertion vers l'emploi au travers du maraîchage et du transport sur les derniers kilomètres pour la livraison des paniers. Nous accordons de l'importance à l'implication de la population et des acteurs du territoire. Nous expérimentons et nous acceptons de nous «planter», de faire des erreurs et de cheminer ensemble en créant des espaces pour faire émerger des projets. »

« Jean-François Caron suivait notre démarche et souhaitait développer un véritable système alimentaire de proximité avec des petits espaces de culture et des îlots de verdure, une sorte de riviera comestible, et une trame nourricière en résonance avec la trame verte le long de l'ancien cavalier minier, explique Dominique Hays, initiateur du projet. Rapprocher la production de fruits et légumes bio des centres urbains est un challenge qui nous a tout de suite enthousiasmés. »

La microferme Cocagne de Gohelle est inaugurée en 2017 sur 1 000 m² avec 10 emplois d'insertion à la clé. Ce magnifique jardin jouxte la Maison de l'ingénieur au cœur de la cité 12/14. Y sont cultivés des fruits et légumes ultra-frais ou fragiles. « Nous cultivons des productions complémentaires à celles des agriculteurs bio locaux producteurs de légumes de plein champs ». En complément, l'association a cherché des bouts de terrain innocu-

pés dans les alentours. Des particuliers et des organisations (Comité d'Entreprise de Maisons et Cité, AFPA...) lui ont fait confiance. « J'ai proposé mon grand jardin, témoigne Frédéric, habitante de Lens. Depuis, je participe aux chantiers participatifs comme la plantation de fraisiers, de choux et en retour, j'ai appris la culture en lasagnes, à cuisiner des cookies sans farine, je prends le panier bio. Cela me fait du bien de faire des choses avec d'autres, j'ai le sentiment d'apporter ma pierre à l'édifice. »

« Rapprocher la production de fruits et légumes bio des centres urbains est un challenge qui nous a tout de suite enthousiasmés »

La microferme distribue les produits Terre de Gohelle complétés de ceux de Terre d'Opale dans des points relais et des petits marchés bios de quartier.

Le partage et l'échange se développent aussi en associant des entreprises rassemblées au sein d'un club créé spécialement pour suivre les personnes en insertion de la microferme.

« Notre prochain challenge est la création d'un archipel fruitier avec la production de kiwis, de raisins, d'abricots, de kakis. Cela répond à plusieurs enjeux : une demande, une adaptation au changement climatique, la création d'emplois locaux, une production peu répandue localement..., un investissement dans la durée difficile en production traditionnelle. Restent à tester avec notre réseau d'acteurs les meilleures solutions de culture par rapport à la qualité des sols dont nous disposons. » Nul doute que Les Anges Gardins vont étendre longtemps leurs larges ailes au-dessus de ce territoire en pleine résilience.

microfermecocagne.fr
horizontalimentaire.fr



Crédits :
Les Anges
Gardins



RELAIS SOLEIL Tourquennois : l'insertion par le toi(t) !

Au-delà d'offrir un toit, l'association Le Relais Soleil s'attache à offrir aux familles qu'elle accueille une écoute et des moments de partage. Ouverte aux nouvelles idées, l'association a mis en place des ateliers participatifs : on s'y initie aux pratiques culturelles avec des artistes qui, en échange, occupent une partie des locaux ; on y apprend aussi à faire sa lessive soi-même et à utiliser les lave-linges mis à disposition des familles.

Créé en 1981, le Relais Soleil Tourquennois est une association qui intervient dans l'insertion sociale par le logement. Ses 30 salariés œuvrent à faciliter l'accès au logement de près de 200 personnes : une cinquantaine habitent dans un bâtiment collectif et 150 dans des logements individuels diffus à Tourcoing, Watrelos, Roubaix et Halluin. Un accueil de jour de 60 places est également proposé aux familles avec enfants qui sont sans abri ou très mal logées : celles-ci y trouvent un repas, le repos, l'hygiène et un accompagnement dans les démarches administratives. Un service spécifique accompagne les familles dans la recherche et le maintien dans un logement. « *Notre objectif est d'amener progressivement les familles à devenir locataires en titre*, explique Bertrand Vanseveren, coordinateur de l'association. *Le but est qu'elles accèdent à l'autonomie, dans l'usage de leur logement comme dans les relations avec le voisinage. Nous sommes aussi à l'écoute des attentes des hébergés en animant par exemple des ateliers d'expression. Nous voulons créer une vie collective, en fêtant les anniversaires par exemple.* »

« Je suis admiratif de leur travail »

Janusz STEGA, artiste, membre de l'association « Le Quai »

« Au départ, avec Didier Windels, nous cherchions un atelier. Par des amis, nous avons pris contact avec le Relais Soleil et nous avons convenu qu'en échange du prêt des locaux, nous animerions des ateliers, lui sur le bois, moi sur la céramique. Nous avons aussi fait venir un artiste sérigraphe qui a appris aux participants à faire des motifs pour sérigraphier du tissu. Ma sœur nous a rejoints pour animer un atelier de couture et ainsi sensibiliser d'autres femmes... J'apprécie particulièrement l'émulation qui se crée entre les participants quand ils travaillent ensemble. Ça marche parce que les gens sont préparés à venir à l'atelier par l'équipe du Relais Soleil. Je suis admiratif de leur travail qui donne de la dignité et du calme à ces familles chahutées par la vie. Cela m'a fait découvrir des réalités que je ne connaissais pas jusqu'alors. L'année prochaine, nous allons créer des pots pour des plantes et réaliser une serre. L'objectif est toujours de créer des liens autour de ces plantes, avec les enfants aussi. »

Plutôt que de s'arrêter aux fragilités des uns et des autres, il s'agit bien de prendre appui sur les compétences, de créer et développer la confiance, et les conditions de la coopération.

Ainsi, le Relais Soleil disposait d'espaces inoccupés dans un grand hangar lui appartenant. Quand une association d'artistes a pris contact avec l'association pour les louer, il a été proposé de leur mettre à disposition gratuitement. En échange, les artistes se sont engagés à animer des ateliers pour les personnes hébergées. Les effets de cette démarche dépassent



Ateliers de fabrication de perles en argile.
Crédits : Bertrand Vanseveren



de nouvelles solutions qui contribuent toutes à une finalité : faire en sorte que les hébergés s'approprient un logement durable, s'y trouvent bien et s'intègrent dans leur quartier, comme tout habitant digne de ce nom.

Prendre soin du lave-linge, c'est prendre soin de soi

« On a constaté que nos salariés passaient beaucoup de temps à réparer et entretenir l'électroménager dans les logements occupés par nos publics, à cause d'une mauvaise utilisation », explique Bertrand Vanseveren. Il serait plus enrichissant pour tous de consacrer du temps avec les familles. Un atelier d'appropriation du logement est en projet afin que les personnes apprennent à utiliser correctement les lave-linges mis à disposition dans les logements et aussi les sensibiliser sur les produits d'entretien écologiques, en les fabriquant ensemble. Ce n'est qu'une fois ces pratiques acquises que les lave-linges seront mis à disposition dans les logements. « Chacun contribuera à l'atelier et pourra venir aider ses voisins. Pour les publics accompagnés, ce sera une étape vers plus d'autonomie et d'hygiène, il leur sera donc plus facile d'intégrer par la suite un logement classique. Et puis ces ateliers, parenthèse de légèreté, permettent de créer des liens entre les participants. »

“ Ces familles chahutées par la vie retrouvent de la dignité ”

Autre exemple d'atelier : une partie du parking près du bâtiment occupé par l'association est actuellement transformée en jardin potager. Les personnes hébergées y apprennent à jardiner, et pourront cuisiner les légumes dans une cuisine collective.

Par ailleurs, les salariés et les bénévoles, particulièrement sensibles au développement durable, ont développé une vigilance sur les achats. Ils ont ainsi décidé de privilégier les produits écologiques et d'acheter par exemple du lait labellisé bio pour les personnes accueillies. « En effet, pourquoi celles-ci n'auraient pas le droit d'avoir accès à des produits sains et écologiques ? ».

Avec ses multiples têtes chercheuses, salariées ou bénévoles, Le Relais Soleil n'a pas fini d'expérimenter en permanence

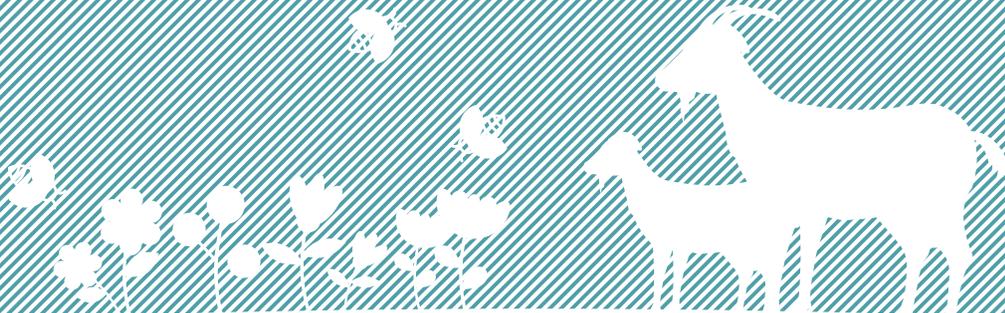
En projet, des ateliers pour s'initier à l'utilisation des lave-linges.
Crédits : Myriam Van Agt





La PRÉSERVATION de la BIODIVERSITÉ

La biodiversité est basée sur des processus écologiques (pollinisation, fixation de l'azote, épuration de l'eau, fixation du carbone...) qui permettent de maintenir l'équilibre dynamique de la biosphère. Elle est également productrice de services qui sont essentiels à la vie sur terre : approvisionnement (cueillette, bois, chasse...), régulation (qualité des terres, de l'eau, de l'air...) et culturels (beauté d'une espèce et/ou d'un paysage).



Face à la fragilisation de la biodiversité, il est incontournable de se questionner sur notre capacité collective à éviter la dégradation et la destruction des espèces et des habitats naturels, et à remettre la nature au cœur de nos vies.

Parce qu'un citoyen averti, c'est un futur habitant, élu, technicien de collectivité locale, dirigeant d'entreprise, salarié en capacité d'agir, l'économie sociale et solidaire œuvre depuis de nombreuses années pour la réappropriation citoyenne de la biodiversité.

Les initiatives solidaires sont nombreuses pour conscientiser et accompagner les citoyens : mise en œuvre de chantiers nature, diffusion de méthodes plus éco-

logiques pour la culture et l'entretien de son potager, animation de jardin partagé, organisation de stages d'observation de la faune et de la flore, accompagnement au recensement et à la valorisation citoyenne de la biodiversité à l'échelle d'un quartier.

Au fil des années, l'ESS est devenue une ressource essentielle et incontournable sur les territoires : sensibilisation à l'intégration de la biodiversité dans tous les secteurs d'activités, appui au développement de la biodiversité et du capital naturel pour les générations actuelles et futures, appui au développement de paysages riches en biodiversité, accès équitable pour tous, aux espaces naturels, incitation à de nouvelles formes de gouvernance et de mobilisation de la société.

LES BIQUETTES DE L'ESPOIR : les avantages de l'éco-pâturage

Proposer une nouvelle activité écologique alternative à la tondeuse, tel était l'objectif de l'Association Espoir-Avenir en créant l'Atelier Chantier d'Insertion d'éco-pâturage dans le Valenciennois. Le résultat est à la hauteur des espérances avec une contribution exemplaire à la biodiversité, un nouveau regard du public sur les personnes en insertion et la sauvegarde de races menacées de chèvres et de moutons. Une bêê...lle aventure humaine !

Dans la bergerie de Mortagne-du-Nord, les agneaux de quelques jours ignorent encore le rôle important qu'ils vont jouer pour l'éco-pâturage. Le cheptel, parqué en période hivernale, bénéficie d'une attention assidue des personnes en insertion qui en prennent soin, même en dehors du temps de travail... Dès le printemps, les moutons partiront en forêt dans un espace clôturé pour brouter les tendres pousses et contribuer ainsi au nettoyage des chemins. En complément, les bergers feront du petit élagage et ramasseront

Une passerelle écologique vers un boulot !

Patrick Descarpentries, 59 ans, en Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI)

« Les animaux contribuent à la bonne ambiance au travail et j'apprécie notre bel esprit d'équipe. Les nouveaux collègues s'habituent vite aux animaux. En plus, les gens sont contents de revoir des chèvres, des moutons. Je vais bientôt bénéficier d'une période d'immersion juste en face dans l'entreprise de logistique Delquignies, nous y intervenons pour l'entretien des espaces verts avec des chèvres. J'espère que cela débouchera sur une embauche. »

les déchets laissés par les promeneurs. Les berges de l'Escaut, quant à elles, apprécieront les chèvres, grandes amatrices de la renouée du Japon, plante invasive qu'elles contribuent à éliminer.

L'éco-pâturage est un service aux impacts multiples. « Grâce aux interventions des animaux et au fauchage manuel, nous contribuons aussi à la sauvegarde de l'Alouette Lulu qui niche à la Mare à Goriot par exemple », explique Patrick Carlier, encadrant technique. « On a même constaté le retour d'une orchidée. » L'intervention des équipes aux côtés des animaux modifie aussi la perception des publics plus prompts à venir au contact des salariés en insertion, eux-mêmes plus à l'aise pour parler de ce qu'ils font.

Cette belle réussite n'est pas le fruit du hasard. Créée à Escautpont en 1990, l'association Espoir-Avenir a d'abord employé des chômeurs pour réhabiliter des logements anciens et les louer à des personnes en difficulté. L'association a ensuite élargi ses activités à l'entretien d'espaces verts,

Crédits :
Espoir-Avenir



au nettoyage des forêts et aux travaux de rénovation pour des entreprises. « *Au fil des années, nous avons cherché à innover en proposant des activités écologiques, l'installation de panneaux solaires, l'étanchéité à l'air, la gestion différenciée des espaces verts...* », précise Audrey Mouly, directrice de l'association. *Ces travaux nécessitent une qualification particulière, cela montre bien la capacité des personnes à réaliser des missions complexes* ». Voilà une bonne façon de changer les représentations du monde de l'insertion dans la tête des clients et des habitants.

En 2014, la création d'une entreprise d'insertion a permis d'établir des passerelles avec les entreprises classiques. « *J'ai constaté le manque de considération de certains usagers de l'autoroute envers les personnels d'entretien, comme s'ils étaient invisibles*, poursuit Patrick. *Or les gens viennent vers vous facilement lorsque vous êtes avec un animal. Dans le même temps, Voies Navigables de France nous avait fait part du problème de la Renouée du Japon... Nous avons pensé aux biquettes pour nettoyer le terrain et créer du lien. Tout cela a pris sens* ».

« *Chacun a mis sa pierre à l'édifice, complète Audrey, tous les acteurs étaient partants, dont la sous-préfecture* ». En 2014, le chantier est ouvert pour 14 Équivalent Temps Plein, et 20 chèvres poitevines sont accueillies. Depuis, l'activité progresse et des moutons du Boulonnais ont rejoint les biquettes, totalisant une centaine de têtes. Ainsi, un EHPAD, l'Hôpital de Valenciennes, l'Office National des Forêts, la Direction Interdépartementale des Routes font appel à l'association... Ce savoir-faire original est essaimé vers d'autres structures d'insertion, comme la ressourcerie AIR, près de Bapaume, à qui Espoir a vendu deux chèvres.

Au quotidien, Espoir pratique un fonctionnement participatif en associant ses partenaires, ses salariés et ses administrateurs bénévoles aux compétences multiples. Dans ses pra-



Les salariés en insertion assurent l'entretien des espaces verts en complément des animaux. Crédits : Espoir-Avenir

En broutant, les chèvres épuisent la renouée du Japon.

Bernard Glorieux, responsable du Pôle immobilier et environnement chez Voies Navigables de France.

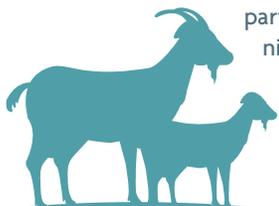
« *Nous avons construit un partenariat avec Espoir-Avenir pour répondre à l'invasion des Berges de l'Escaut par la Renouée du Japon en en s'associant avec la Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut, Pôle Emploi et la sous-préfecture. Les chèvres adorent cette plante ligneuse. En broutant, elles épuisent la plante qui est concurrencée par l'ortie et d'autres plantes et animaux reviennent. Cela crée une animation pour les promeneurs et valorise le personnel de terrain.* »

tiques internes, l'équipe est très attentive à ses impacts environnementaux, en pratiquant le zéro phyto, en étant vigilante dans la gestion des déchets, en utilisant des débroussailleuses et tondeuses électriques moins bruyantes...

Dès 2017, la coopération s'est renforcée avec les autres acteurs de l'ESS du Valenciennois : ensemble, ils ont optimisé les réponses aux appels d'offres, mutualisé les achats d'équipements, les contrats d'assurance... « *Sans garantie sur les financements publics pour l'ESS, nous cherchons des solutions collaboratives pour pérenniser nos emplois* », note la directrice.

« *Au final, si les biquettes nous ont donné une meilleure visibilité, elles ont surtout permis de casser les barrières, les a priori sur les chantiers d'insertion.* »

les biquettes de l'espoir





La TRANSITION AGROALIMENTAIRE

La mauvaise alimentation est une problématique complexe croisant des enjeux d'accessibilité, de santé, d'éducation, de lutte contre les inégalités. Elle est un ennemi invisible pour de nombreux mangeurs et la cause première du recul de l'espérance de vie dans de nombreux pays. Face à ce lourd constat, les questions agricoles, de production, de transformation et de distribution sont des enjeux majeurs qui exigent une mobilisation citoyenne. Pour y répondre, la transition agroalimentaire vise un mode de production plus durable et équitable, et une consommation plus sobre et respectueuse de l'humain et de l'environnement.



L'économie sociale et solidaire contribue à cette transition en préfigurant une autre histoire pour les mangeurs d'aujourd'hui et de demain. Elle instaure une vision nouvelle de l'agriculture, de l'alimentation, de l'approvisionnement et de la distribution, loin du modèle productiviste, de la rationalisation et des logiques de la grande distribution.

L'ESS œuvre sur les territoires à la sensibilisation citoyenne aux enjeux alimentaires, au développement d'initiatives de production alternative et à la commercialisation locale de proximité. Les productions bio, la distribution en circuits courts de proximité, les solidarités territoriales, se constituent en initiatives solidaires et en projets de territoire. C'est le cas des Amap (association pour le maintien d'une agriculture paysanne) qui créent un nouveau lien de confiance et de fidélité entre consomma-

teurs urbains et producteurs ruraux et des coopératives de distribution comme Bio-coop. Les AMAP s'implantent de plus en plus en milieu urbain.

D'avantage sensibilisés, les consommateurs peuvent opter pour d'autres moyens de cuisiner, apprendre comment éviter le gâchis alimentaire ou la consommation d'aliments à fort impact négatif sur l'environnement (à cause du transport, de la quantité d'eau nécessaire à leur fabrication, d'une consommation hors saison, etc.).

Les initiatives de l'ESS dans le domaine de l'agroalimentaire affirment la volonté des citoyens d'agir et de peser plus directement, à leur échelle, sur les déséquilibres alimentaires mondiaux, les défis du changement climatique, la dégradation des sols et *in fine* sur la souveraineté alimentaire de chacun d'entre nous.

JEAN BOUTEILLE :

les fontaines du zéro déchet

Pour aller plus loin que le recyclage, l'entreprise Jean Bouteille a été la première à proposer des produits bio liquides en vrac associés à des bouteilles réutilisables. Dans ce monde du zéro déchet qui explose aujourd'hui, elle ambitionne de poursuivre son rôle moteur du changement de comportement des consommateurs.

Tout le monde s'affaire dans l'entrepôt du Port fluvial de Lille, telle une ruche en pleine croissance. Une commande de bouteilles encartonnée est étiquetée, prête à être livrée. A côté, des cloisons récupérées finissent d'être montées, elles permettront d'organiser les différents espaces de travail de la société. Au fond du bâtiment se niche le cœur du concept de Jean Bouteille, l'atelier de fabrication où naissent les fontaines...

Mais qui a eu cette idée ? « *Après avoir travaillé à l'étranger, un licenciement m'a donné l'occasion que j'attendais de créer une entreprise* » nous raconte Gérard Bellet, fondateur de Jean Bouteille. Celui-ci prend le temps de mûrir son projet avant de se lancer. Il travaille d'abord pour d'autres entreprises en vendant des gourdes réutilisables. « *Je suis originaire de la campagne, du sud de l'Aisne, et l'envie de créer une activité qui ait du sens m'a naturellement amené vers une activité écologiquement viable : la consigne* ». En 2012, l'idée d'une épicerie vendant du vrac liquide dans des bouteilles réutilisables n'intéresse pas les financeurs car les consommateurs sont peu sensibilisés pour



1- Espace de coworking et tiers-lieu à Lille

Des travailleurs handicapés valorisés

Bruno Lenel, responsable d'atelier de l'ESAT Malecot à Lomme

« Dès le départ, nous nous sommes impliqués dans le projet de Jean Bouteille. Notre structure offre aux jeunes entreprises des conditions flexibles pour tester la faisabilité de leur concept en bénéficiant d'espaces dédiés et de personnel motivé. Nous avons mis à disposition un local de 80 m² et 1 à 2 travailleurs en situation de handicap pour mettre au point le procédé de lavage des bouteilles. Ce partenariat permet de faire découvrir l'intérêt de travailler avec nous et de créer des liens solides qui perdurent. Aujourd'hui, une équipe de 4 à 8 personnes réalise pour Jean Bouteille le soufflage des bouteilles afin d'en enlever les poussières, le montage des bouchons et le conditionnement. C'est une activité en continu pour laquelle les travailleurs apportent des propositions d'amélioration et sont valorisés dans leurs activités. »

la plupart. Hébergé au Mutualab*, Gérard y développe des coopérations et prend contact avec le magasin bio Saveurs et Saisons à Villeneuve d'Ascq. Jean Bouteille est lancé en 2014 avec l'installation in situ de la première fontaine en test pendant six mois ainsi que d'une petite laveuse. Le test s'avère réussi, la collaboration se poursuit.

Grâce au réseau de la finance solidaire (Nef, club Cigales, appel à projet Ville de Lille, crowdfunding...) et aux investissements d'industriels, l'entreprise prend son envol.



L n m q e c

Les adhérents sont sensibles à la réduction des déchets.

Manuel Lagatie, salarié de l'épicerie associative Robin des Bio hébergée à la Maison Régionale de l'Environnement et des Solidarités à Lille

« Ça a été une volonté de notre part de développer la distribution du vrac liquide. Nous travaillons avec Jean Bouteille depuis 2016. Le concept répond parfaitement à nos attentes et la part du vrac augmente régulièrement car les adhérents sont à la fois sensibles aux produits bio et à la réduction des déchets. La plupart nettoient eux-mêmes leur bouteille pour la réutiliser. »

Des locaux sont trouvés, une station de lavage des bouteilles consignées y est installée. La méthode de lavage évolue encore dans les ateliers de l'ESAT Malécot à Lomme. « La souplesse de l'ESAT, l'écoute reçue et le plaisir à travailler pour nous, vu dans le sourire des travailleurs, nous ont encouragés à lui donner toute sa place dans notre organisation ».

Très vite, parce que cela fait sens, l'entreprise décide de distribuer uniquement des produits bio et de privilégier les produits locaux. Les planètes continuent à s'aligner avec l'émergence d'adeptes du zéro déchet friands de commerces de proximité proposant du vrac. Jean Bouteille ajoute ces commerces à sa liste de clients et livre toute la France.

Pour chaque enseigne, un équipement de fontaines adaptées est proposé. Jean Bouteille distribue également toute une gamme de liquides bio. On trouve aussi bien de l'huile, du vinaigre, du vin, des alcools que de la lessive, du shampoing et de la bière... Les bouteilles réutilisables sont fabriquées en France et en Allemagne et sérigraphiées en Belgique.



Des ESAT réalisent le lavage de bouteilles.
Crédits : Jean Bouteille

Enfin, des laveuses peuvent être installées soit directement dans les magasins soit dans des centrales de lavage hébergées généralement à proximité des ESAT.

« Le consommateur peut aussi laver sa bouteille lui-même s'il le désire. Nous réalisons des interventions en magasin et lors d'événements pour sensibiliser les gens à ces nouveaux comportements. Il y a aujourd'hui un essor des prises de conscience citoyennes. »

“ La boucle vertueuse de la consigne, à la fois ancienne et totalement moderne ”

En interne, l'entreprise se veut aussi cohérente. « Dans la gouvernance, nous associons nos partenaires, salariés, clients, fournisseurs... Les salariés sont tous en CDI et sont impliqués dans la construction du projet. L'économie solidaire, pour moi, c'est avant tout les relations humaines ». L'entreprise a d'ailleurs été labellisée Entreprise Solidaire d'Utilité Sociale.

« Derrière les centaines de milliers de bouteilles sauvées de la poubelle qui contribuent à éviter des tonnes de déchets, il y a plus de 500 clients, 20 salariés, nos partenaires impliqués, tout un écosystème qui fait sens et que nous souhaitons étendre encore au-delà des frontières ».

jeanbouteille.com

Laver une bouteille nécessite 5 fois moins d'énergie que de la recycler en « verre perdu ».
Crédits : Jean Bouteille



LE GERMOIR



Accueillir et former des porteurs de projets en maraîchage biologique, telle est la vocation du premier Espace-Test-Agricole créé en France en 2005 par l'AFIP Hauts de France¹ sur le site du Gerموir à Ambricourt (Sept Vallées). En échange, les apprentis maraîchers peuvent parfaire leur formation en donnant de leur temps pour travailler les parcelles de la ferme.

Se lancer en maraîchage biologique, en production de plantes médicinales ou de petits fruits est un engagement sur le long terme. Entre le rêve de reconversion et la réalité du retour à la terre, il est important de bien cerner les défis à relever : les investissements financiers, les compétences en gestion et sa capacité à réaliser un travail très physique sans garantie de résultats réguliers... Mieux vaut prendre son temps pour ne pas se « planter »!

“ Pour une campagne vivante, accueillante, bienfaitante ! ”

C'est pour multiplier les chances de réussite de porteurs de projet que l'espace-test Le Gerموir a été créé à l'initiative de l'AFIP. Cette association, présente dans le Nord-Pas-de-Calais depuis 2001, œuvre pour un développement durable et solidaire des territoires ruraux. En 2005, elle a souhaité aménager un lieu d'expérimentation unique en France. Celui-ci devait favoriser l'installation des paysans,

créer de l'activité dans les espaces ruraux et contribuer à retisser le lien producteurs/consommateurs. Au-delà de la création d'emplois, l'AFIP entendait contribuer à faire vivre le concept de souveraineté alimentaire des territoires.

S'enrichir de l'avis des autres pour éviter d'aller dans le mur

Julien Leplus, testeur ++

« En recherche de reconversion, je n'ai mis que 15 jours pour sauter le pas suite à l'annonce lue sur le site de la Chambre d'Agriculture. Le Gerموir permet de ne pas être seul, de s'enrichir de l'avis des autres pour éviter d'aller dans le mur. C'est rassurant de commencer comme ça, cela permet de gagner du temps et d'expérimenter. Ce que j'aime en particulier, c'est la possibilité de participer à des chantiers collectifs pour aider d'autres porteurs de projet, ils sont propices aux échanges. J'ai souhaité tester en plus du maraîchage, l'élevage de cochons qui apportent de la fumure et consomment les légumes invendables. Je vais m'installer définitivement du côté de Béthune avec le soutien de Terre de liens. Pour la commercialisation de mes produits, je fais principalement de la vente directe. En plus des légumes frais et caissettes de cochons de 5 et 10 kg, je propose des soupes, ratatouilles et coulis de tomates. »

Le lieu idéal pour ce projet a été trouvé dans ce petit village des Sept Vallées : un corps de ferme de 600 m² adossé à 4 hectares de terre bio, ayant appartenu à la famille Boutin, précurseur d'une agriculture paysanne et bio dans la région.

Un montage juridique et financier a permis d'acheter les terres agricoles par le biais de l'association *Terre de Liens* (dont

1- AFIP Hauts de France: (Association de Formation et d'Information Pour le développement des initiatives rurales)

2- Appellation du collectif pour l'accompagnement de projets en milieu rural regroupant:

Accueil Paysan, AFIP, A Petits PAS, AVENIR et CoPASol. - www.envieauprojet.fr

3- RENETA: Réseau National des Espace Tests Agricoles - reneta.fr



Les maraîchers testent la vente directe.
Crédits : AFIP



ce fut la première acquisition en région). Le corps de ferme a été acheté avec le soutien de la Communauté de Commune de Fruges. « *En plus d'une dizaine d'années, 16 porteurs de projet ont été accueillis, de tous les profils (photographe, instituteur, professionnel du social, vendeur de voiture...) et tous les niveaux de formation* » explique Pierre-Henri Rousel, coordinateur de l'Espace-Test Agricole. « *L'un de nos testeurs a un parcours atypique. Il est venu une semaine en immersion chez nous dans le cadre de son programme d'insertion, et en est reparti tellement enthousiaste qu'il est revenu à titre bénévole. Nous avons ensuite réussi à le salarier pendant 3 mois et prochainement, il va suivre une formation en alternance* », raconte Pierre-Henri.

La proximité géographique a facilité un partenariat solide

Émeline Laidet, salariée de la couveuse Chrysalide

« *La proximité géographique du Gerموir et d'A Petits PAS a favorisé un partenariat solide et pérenne. Nous proposons une offre complète d'accompagnement des porteurs de projet. Nous nous entraînons aussi pour avoir plus de visibilité et nous soutenir face à de nouvelles contraintes. Nous partageons le goût du travail collectif : le regard et l'expérience des uns et des autres sont précieux pour trouver des solutions.* »

Plusieurs formules sont proposées par l'AFIP Hauts-de-France dans le cadre du collectif *De l'envie au projet*², de la simple immersion durant quelques jours au véritable test comme porteur de projet sur une année renouvelable une fois. Le Gerموir est le cadre idéal pour se mettre à l'épreuve et démarrer son projet sans prendre de risques. Les testeurs ont un statut juridique par le biais du Contrat d'Appui aux Projets d'Entreprise (CAPE), porté par la Couveuse Chrysalide de l'association A Petits PAS. Sur les 3 hectares de terre cultivée en agriculture biologique, chaque porteur

de projet peut bénéficier d'une parcelle de 2000 à 3000 m². Il dispose du parc matériel, des espaces de stockage, du magasin de vente directe, de documentation technique. Au quotidien, Augustin Tillie, l'encadrant maraîcher de l'AFIP, le conseille. Il peut aussi participer aux ateliers (comptabilité, communication...) pour conforter et structurer son projet. Tous les échanges au cours des ateliers facilitent la mise en réseau et favorisent des coopérations futures.

Depuis 2018, l'accompagnement s'est enrichi avec la mise sur pied d'un diplôme de technicien agricole en alternance, très utile pour sécuriser son installation et bénéficier des aides. Ainsi, « *les apprenants alternent une semaine de cours théorique avec 2 semaines sur la ferme du Gerموir. Quand ils auront leur diplôme, ils pourront devenir testeurs pendant 1 ou 2 ans.* »

Forte de son rôle pionnier comme espace test agricole, l'AFIP essaime bien au-delà de la région. « *Dans le cadre du réseau RENETA*³, *j'accompagne et je forme les structures qui souhaitent mettre en place un espace test agricole. Il en existe 32 à ce jour au niveau national et un projet se dessine sur la métropole lilloise* ».

La vocation du site du Gerموir s'étend à d'autres domaines : il contribue à la biodiversité grâce à son verger et ses deux mares. Il héberge par ailleurs des porteurs d'activités autres qu'agricoles dans ses locaux.

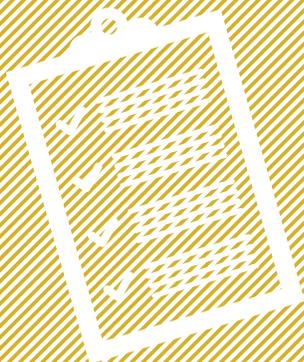
Si chacun vaque à ses occupations dans la journée, il y a un rite sacré que tout le monde apprécie. La cloche sonne entre 10h30 et 11h pour se retrouver, autour d'un café, un moment d'échange chaleureux et convivial.

afiphautsdefrance.com



Les BONNES PRATIQUES

Face à la crise écologique et sociale qui nous alerte chaque jour un peu plus, il est essentiel que les entreprises de l'économie sociale et solidaire se réapproprient l'enjeu de l'amélioration continue de leurs pratiques internes.



Trop souvent, nous entendons parler d'entreprises de l'ESS intervenant dans les domaines de l'agriculture, de la grande distribution, de la finance... qui, confrontées aux limites du modèle économique dominant, adoptent des pratiques néfastes pour l'humain et l'environnement.

Nous faisons le pari qu'une ESS centrée sur ses pratiques n'aura aucun mal à faire reconnaître sa contribution à la transition écologique et solidaire. Il s'agit de rendre prioritaire, désirable et stratégique l'adoption de démarches d'amélioration continue.

C'est dans ce sens que le Conseil supérieur de l'ESS a adopté un guide dont l'objet est d'engager l'ensemble des entreprises dans une dynamique d'amélioration individuelle. Il invite à un questionnement multidimensionnel sur huit axes¹, dont la question environnementale. Aux côtés des politiques de Responsabilité Sociale et Environnementale et des démarches de certification, les réseaux ont un rôle important à jouer en matière de sensibilisation et d'appui des salariés et des administrateurs. C'est le cas de l'Apes qui, dès son origine, avait intégré la dimension

de démarche progrès dans ses préoccupations. Elle propose depuis plusieurs années une démarche d'accompagnement des entreprises de l'économie solidaire. En outre, elle anime une dynamique régionale d'amélioration continue basée sur la capitalisation, l'échange et la diffusion des bonnes pratiques. Ainsi, les outils généralistes et spécifiques à l'ESS se complètent et apportent une réponse dynamique aux questionnements présentés dans ce recueil.

Depuis quelques années, l'ESS a largement réussi à se compter et à montrer son poids pour s'inscrire comme une composante essentielle du tissu économique. Il lui faut maintenant apprendre à se raconter, à montrer ses spécificités et les points sur lesquels elle s'améliore constamment, pour s'inscrire comme un acteur important de la transition écologique et solidaire.

1- La gouvernance démocratique, la concertation dans l'élaboration de la stratégie de l'entreprise, la territorialisation de l'activité économique et des emplois, la politique salariale et l'exemplarité sociale, le lien avec les usagers/bénéficiaires/clients, la diversité au sein de l'entreprise, le développement durable, l'éthique et la déontologie.

L'AÉRONEF s'accorde pour le développement durable !

Au cœur d'Euralille se niche l'Aéronef. Cette association s'est engagée dans une démarche éco-responsable liée à l'activité événementielle, avec une équipe salariée qui se met au diapason pour relever ce nouveau défi.

Si votre dernier concert à l'Aéronef remonte à quelques années, vous pourriez être surpris si vous y revenez. Vous découvrirez le patio végétalisé, équipé de bacs de tri et de cendriers géants en forme de pots de fleur. Une petite soif ? Prenez une écocup que vous pourrez déposer dans une boîte de don. La somme sera reversée à la Cimade, une association qui accompagne les migrants dans leurs démarches juridiques. L'accessibilité à tous s'est renforcée avec des documents en français simplifié, des concerts pour les jeunes au tarif de 5 euros et la possibilité pour les

“**Quand le spectacle vivant s'engage dans la responsabilité sociétale et environnementale**”

sourds et malentendants de vibrer au son de la musique grâce à des planchers et des gilets vibrants. «*Toutes ces actions visent à faire réfléchir le public à la fois sur son impact environnemental mais aussi social*», commente Clémence Bruggeman, la référente développement durable.

Salle de concert mythique des nuits lilloises, l'Aéronef a été créée en 1989 à l'initiative d'une poignée d'activistes de la métropole lilloise désireux d'organiser des spectacles dans les musiques actuelles, encore perçues comme alternatives, mais

Passeur passionné pour un développement durable.

Antonin BART, 24 ans, en service civique et bénévole

«*Je suis bénévole de l'Aéronef depuis 2017, les actions en faveur du développement durable mises en place m'ont convaincu de devenir service civique pour épauler Clémence. Nous accompagnons 8 jeunes en service civique à Unis Cité autour du projet «Brigade Verte». L'objectif est de former une équipe à même d'accompagner des porteurs de projet qui souhaitent mettre en place des éco-événements. Nous intervenons au travers d'animations auprès des organisateurs, des prestataires et des publics sur des éco-gestes. J'aime aussi beaucoup échanger avec les autres bénévoles qui contribuent à améliorer les choses et sont partants pour sensibiliser. Moi-même, je ne jette plus mes mégots par terre ni à l'Aéronef ni dans la rue. Avant, je ne savais pas que l'on pouvait inoculer de bons virus.*»

aussi d'autres disciplines artistiques (graphisme, danse...). Elle a atterri sur le toit d'Euralille en 1995 dans un espace mis à disposition par la Ville de Lille. Première Scène de Musiques Actuelles en France, cette association a aujourd'hui pour vocation de programmer des concerts, bien sûr, mais aussi de soutenir et aider à la création artistique, notamment régionale, et de permettre à tous les publics d'accéder à la culture par des actions menées avec des écoles, des IME... Ni le lieu, ni la mission ne prédestinaient la structure à s'engager dans une démarche écoresponsable.

Tout est parti d'un constat : «*Dans le cadre d'actions culturelles, nous organisons des éco-événements hors les murs, mais nous n'appliquons pas ces*



bonnes pratiques au sein-même de notre structure. Pour plus de cohérence, l'équipe de l'Aéronef a souhaité inscrire le développement durable au cœur de son projet, dans l'ADN de ses activités. Le Conseil d'Administration était favorable à cette petite révolution.» Toutes les parties prenantes ont été impliquées concrètement dans le projet : l'équipe salariée, mais aussi les bénévoles, les fournisseurs, les artistes, les spectateurs... Cette démarche a permis de décloisonner les modes de travail en interne. Clémence, auparavant chargée de la médiation des publics a postulé pour assurer le suivi des actions. « J'étais déjà sensible à l'écologie, mais cela m'a plu aussi de travailler sur des problématiques plus transversales. J'apprends au fil de l'eau et mon profil de médiatrice culturelle m'aide beaucoup ».

Un devoir d'exemplarité

Thomas Caumartin,
médiateur culturel

« Dans un lieu atypique comme l'Aéronef, je trouve vraiment intéressant de donner l'exemple. Parmi les actions mises en œuvre, celle que je trouve particulièrement appropriée consiste à développer les relations avec les habitants du voisinage et les commerces à Euralille. Pour cela, nous créons des passerelles en les conviant à des événements : concerts gratuits, visite de salles. Le plan d'actions a renforcé les liens, objectif premier de notre mission de développement culturel. »



Crédits : Aéronef

Outre la signalétique mise en place, les bénévoles chargés du bar sensibilisent les spectateurs au respect des consignes.

D'autres initiatives contribuent à réduire l'empreinte carbone : un lombricomposteur, des produits locaux dans les repas proposés...

Le prochain défi à relever concerne la mobilité des publics. En effet, pour des lieux recevant du public, c'est bien souvent le premier poste d'émission de CO2. Parmi les pistes de travail, sont évoquées l'organisation du co-voiturage, du co-piétonnage et du co-transport en commun pour la sécurité des spectateurs lors de leur trajet.

Il y a maintenant trois ans, L'Aéronef a obtenu la certification internationale ISO 20121, norme de management responsable. Celle-ci a donné un cadre et une méthodologie pour structurer la démarche. Elle est aussi un outil de communication externe. Elle est mise en avant et appréciée par les mécènes et organisations qui la soutiennent, comme Elise qui collecte déchets recyclables et piles. Le secret de la réussite tient à plusieurs facteurs : « ne pas hésiter à se faire accompagner pour sortir la tête de l'eau et faire un pas de côté, embarquer les têtes dirigeantes, prendre le temps d'associer tout le monde : plus on échange et on partage, plus le changement sera facile à opérer, s'ouvrir aux autres initiatives, faire partie de réseaux tel qu'un cercle développement durable. Si un plan d'action est suivi, il vit ». Cela s'inscrit naturellement dans l'ADN de l'Aéronef : « pas de consommation de culture mais plutôt du partage ».

aeronef.fr



Crédits : Aéronef





Comment est né ce recueil que vous tenez entre vos mains, voire que vous allez parcourir attentivement? C'est en tout cas ce que nous espérons!

D'un côté, l'ADEME (Agence De l'Environnement et la Maîtrise de l'Énergie), agence publique intervenant en soutien à la transition écologique et énergétique, cherchait à accélérer la transition en s'appuyant sur les forces vives de l'économie sociale et solidaire.

De l'autre, l'Apes (Acteurs Pour une Économie Solidaire), réseau d'acteurs régional de l'économie solidaire, avait repéré, dans son travail de terrain et d'accompagnement d'organisations de l'ESS, des expériences innovantes sur ces questions. **Celles-ci sont d'autant plus pertinentes qu'elles amènent leur patte singulière : une approche globale, une volonté de lier l'innovation écologique à la transformation sociétale, une vigilance à associer pleinement les citoyens, à favoriser le «faire-avec» et non «faire pour»...**

Le fruit de la rencontre de ces deux acteurs est ce livret qui vise à raconter les parcours d'organisations impliquées, chacune à leur façon, dans ce vaste mouvement.

Puisse-t-il inciter les acteurs de l'ESS à persévérer dans cette dynamique et sensibiliser dans le même élan un public plus large à l'importance d'associer les deux dimensions, transition écologique et économie solidaire, dans la recherche de modèles viables pour la planète et ses habitants.



LA 3^{ème} RÉVOLUTION INDUSTRIELLE
EN HAUTS-DE-FRANCE

Publication de mars 2019 - Directeur de la publication: Luc Belval, Président
Coordination: Caroline André, Nathalie Bardaille, Patricia Hanssens, Joackim Lebrun
Rédaction: Patricia Hanssens, Joackim Lebrun, Sylvie Perrain
Conception graphique: Fanny Falgas
Impression: Impression directe – tirage à 2000 exemplaires

Mentions créative Common - creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/fr/